

Arménie

Extraits du discours du **président Serge Sarkissian** du 24 Avril.



«Chers Compatriotes,

Aujourd'hui, nous commémorons la mémoire sacrée des victimes du génocide arménien. Plus d'une centaine d'années s'est écoulée depuis le Medz Yeghern. Qu'est ce qui a

changé? Tout d'abord, nous avons changé. Nous renaissons en tant que nation et en tant qu'Etat. Nous avons prouvé à nous-mêmes et au monde que les plans génocidaires des Turcs avaient échoué. Notre lutte pour la justice se poursuit encore. Ce qui n'a pas changé? La politique de négation de la Turquie officielle, tout comme sa position hostile à l'égard de tout ce qui est arménien. Ceci est tout simplement la continuation directe du crime jusqu'à notre époque. La société turque a partiellement changé. Aujourd'hui, elle connaît un peu plus sa propre histoire par rapport à ce qu'elle connaissait hier. Demain, elle apprendra encore plus qu'elle ne sait aujourd'hui à moins que la liberté et les médias ne soient étranglés, à moins que des membres du Parlement, des personnalités publiques et des éditeurs ne soient abattus. La vérité avance lentement, mais ouvre les yeux de la population.

() De nos jours, les émotions et les soucis, les discussions et les analyses connexes aux actions guerrières du 2 au 5 Avril n'ont pas encore disparu. L'Azerbaïdjan a déclenché une autre guerre contre l'Artsakh. Et encore une fois après avoir subi de lourdes pertes, a été repoussé. Le véritable objectif, ou plutôt le vrai rêve de l'Azerbaïdjan est l'occupation de l'Artsakh, son nettoyage ethnique des Arméniens, ce qui signifie que sa population sera en partie purgée, en partie déportée.

Aujourd'hui, 24 Avril 2016, je déclare au monde entier pour qu'il entende : il n'y aura pas de purge ou de déportation des Arméniens de l'Artsakh. Nous, c'est-à-dire la nation arménienne toute entière, ne permettrons pas un autre génocide arménien.

() Aujourd'hui, nous nous inclinons devant la mémoire de nos victimes innocentes, nous assistons à la consolidation sans précédent et la détermination de notre nation pour construire un Etat libre, pacifique et moderne, une puissante patrie de tous les Arméniens où les générations de victimes du génocide arménien et de ceux qui ont survécu miraculeusement, puissent revenir.»

(...)



«Les actions militaires de grandes envergures déclenchées par les forces azerbaïdjanaises ont causé un grand tort au processus de négociation. Les coprésidents ainsi que la communauté internationale doivent faire des efforts pour surmonter ces blessures,» a déclaré le ministre arménien des Affaires étrangères **Edouard Nalbandian**, devant

les ambassadeurs de l'UE en Arménie.

«Il est difficile de surmonter le mal, parce qu'il y a des pertes, et c'est irrécupérable. Aujourd'hui, la communauté internationale essaie d'amener l'Azerbaïdjan à un champ constructif pour pouvoir poursuivre les négociations, car il n'y a pas d'alternative aux négociations.

Le ministre russe des Affaires étrangères Serguei Lavrov a indiqué vouloir se concentrer sur la mise en œuvre de mécanismes d'enquêtes sur les incidents frontaliers et sur des mesures de renforcement de la confiance afin d'être en mesure d'assurer la stabilité et la sécurité dans la région, et créer ainsi des conditions plus favorables à la poursuite des pourparlers.

() La question des concessions n'a pas été discutée. Les propositions sont celles des coprésidents incorporées dans les cinq fameuses déclarations faites au niveau des présidents de la Russie, de la France et des Etats-Unis. L'Arménie a déclaré à plusieurs reprises qu'elle est prête à poursuivre les négociations sur cette base, tandis que l'Azerbaïdjan continue de les rejeter. Telle est la réalité et la raison pour laquelle la communauté internationale doit essayer de faire revenir l'Azerbaïdjan à un champ constructif.

Si les propositions avaient été favorables à l'Azerbaïdjan, Bakou ne se serait pas engagé dans une impasse et n'aurait pas entrepris de nouvelles actions militaires,» a souligné Nalbandian.

Quant à la base de la solution finale, les négociations se poursuivent sur la base présentée par le président arménien et son ministre des Affaires étrangères.

(...)



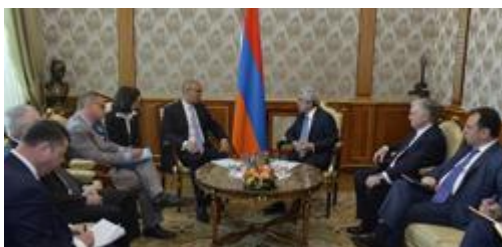
«Le processus de négociation ne peut pas reprendre tant qu'il y a des coups de feu ou des menaces militaires envers le Haut-Karabakh. Le premier et le plus important résultat a été la réitération du fait que l'accord de cessez-le-feu de 1994 reste en vigueur, et le plus grand objectif aujourd'hui est d'assurer la paix et la stabilité,» a déclaré le vice-ministre des Affaires étrangères arménien **Chavarche Kotcharian**.

Il a attaché une importance particulière à la déclaration sur des mesures concrètes de renforcement du régime de cessez-le-feu qui doivent être initiées non seulement par les coprésidents, mais aussi par la présidence allemande de l'OSCE.

Se référant aux remarques de Sergei Lavrov sur le document de Kazan, il a ajouté: "Il y a deux plates-formes. La première est le document de Madrid, qui a conduit à Kazan, et que l'Azerbaïdjan a refusé. La deuxième, sont les propositions ciblées sur le renforcement du régime de cessez-le-feu, avec la mise en œuvre des mécanismes de renforcement de la confiance.

() Les Principes de Madrid envisagent des concessions, mais c'est au Haut-Karabakh de prendre la décision finale. Aucun officiel arménien ne sera jamais en mesure de résoudre la question des territoires et le statut de l'Artsakh," a-t-il conclu.

(...)



Le président **Serge Sarkissian** a reçu le 25 Avril **Harlem Désir** le secrétaire d'État chargé des Affaires européennes auprès du ministre des Affaires étrangères français.

Le Président a rappelé sa rencontre avec M. Désir en Octobre 2015 dans le cadre de la Conférence ministérielle sur la francophonie au cours de laquelle ils ont discuté en détail des relations arméno-françaises, des possibilités de développer le partenariat UE-Arménie, ainsi que du processus de paix du Haut-Karabakh. Le Président a noté avec déception que la position destructrice de

l'Azerbaïdjan et des prévisions concernant les conséquences possibles sont devenus réalité début Avril, lors de l'agression azérie. L'Azerbaïdjan continue néanmoins ses provocations, et la situation reste tendue. À la demande de son hôte, le Président a présenté son point de vue sur les causes et les motifs de la situation, ainsi que sur sa possible résolution.

Le ministre français a transmis les chaleureuses salutations et les meilleurs vœux du Président François Hollande et a réitéré la position de la France, en tant que coprésident du Groupe de Minsk de l'OSCE, sur la résolution du problème du Haut-Karabakh : Qu'il n'y a pas de solution militaire à ce conflit, et que la France soutient la reprise des négociations en vue d'une résolution pacifique du conflit.

Les parties ont convenu qu'il est nécessaire d'établir rapidement des mécanismes de suivi des violations du régime de cessez-le-feu et de mettre en œuvre des mesures de renforcement de la confiance pour prévenir les interventions agressives, afin de créer la possibilité de solutions mutuellement acceptables.

Selon Harlem Désir, la présence dans sa délégation du coprésident français du Groupe de Minsk de l'OSCE, Pierre Andrieu, prouve encore une fois que la France ne ménage aucun effort pour trouver une solution rapide et pacifique au problème.